

Chapitre 23: FINANCES PUBLIQUES

SOMMAIRE

I.	LISTE DES TABLEAUX	339
II.	PRÉSENTATION.....	340
III.	MÉTHODOLOGIE.....	340
IV.	SOURCES DE DOCUMENTATION.....	340

I. LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 23. 1 RECETTES BUDGÉTAIRES (EN MILLIARDS DE FCFA).....	341
TABLEAU 23. 2: DÉPENSES BUDGÉTAIRES (EN MILLIARDS DE FCFA)	341
TABLEAU 23. 3: TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT DE 2011 À 2015 (EN MILLIARDS DE FCFA).....	342
TABLEAU 23. 4: VENTILATION DES RECETTES BUDGÉTAIRES DE 2014 À 2016 (EN MILLIONS DE FCFA).....	343
TABLEAU 23. 5: DÉPENSES BUDGÉTAIRES DE L'ÉTAT DE 2014 À 2016 (EN MILLIONS DE FCFA).....	344
TABLEAU 23. 6: AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT PAR CHAPITRES DE 2014 À 2016 (EN MILLIONS DE FCFA)	348
TABLEAU 23. 7: STRUCTURE DES DÉPENSES DE L'ÉTAT DE 2013 À 2016 (EN MILLIARDS DE FCFA).....	351
TABLEAU 23. 8: BUDGET CONSOLIDÉ DE L'ÉTAT POUR LES EXERCICES 2010 À 2012(EN FCFA).....	351
TABLEAU 23. 9: VENTILATION SECTORIELLE DES DÉPENSES SUR LES EXERCICES 2010 À 2012	352
TABLEAU 23. 10: VENTILATION DES RECETTES (EN MILLIONS DE FCFA).....	352
TABLEAU 23. 11: INDICATEURS CLÉS	354
TABLEAU 23. 12: PROJECTIONS BUDGÉTAIRES (EN MILLIARDS) POUR LES EXERCICES 2015 ET 2016 (EN MILLIARDS).....	356

I. PRÉSENTATION

La budgétisation par programme a été adoptée par le Gouvernement pour permettre le passage d'une logique de moyens à une logique de résultats. Cette réforme budgétaire dont le premier triennat s'étale sur la période 2013-2015, a permis des avancées majeures dont l'institutionnalisation de la notion de programme et de la Culture du résultat à travers les indicateurs de performance dans l'administration publique, l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP), le début de la mise en place du contrôle de gestion au sein des administrations et la matérialisation de la phase d'ordonnement de la dépense.

Les prévisions des ressources budgétaires pour l'exercice 2015 s'élevaient à 3 992,6 milliards, dont 2963,4 milliards de recettes budgétaires internes.

En 2015, les recettes internes sont estimées à 3 992,6 milliards. Elles sont composées de recettes pétrolières et non pétrolières. Les recettes pétrolières sont estimées à 751,2 milliards. Les recettes non pétrolières sont estimées à 2 242,2 milliards. Elles comprennent les recettes fiscales, les recettes non fiscales et les recettes de privatisation.

Les dépenses budgétaires dans la loi de finance pour l'année 2015 s'élèvent à 3 762,0 milliards dont 2163,9 milliards en dépenses courantes, 1088,2 milliards en investissements et 509,9 milliards au service de la dette.

Les recettes budgétaires de l'État s'élèvent à 4 234 700 millions de FCFA, dont 2 986 500 millions pour les recettes propres et 1 248 200 millions pour les emprunts et dons.

II. MÉTHODOLOGIE

Le cadrage macroéconomique et budgétaire est élaboré par la Direction des Affaires Economiques du Ministère des Finances. Il prend en compte les données des structures chargées de la production des statistiques dont le MINADER, MINEPIA, MINFOF, MINTOUL, MINTP, MINT, MINEPAT, INS, SNH .

Les données relatives au budget de l'État sont produites par la Direction Générale du Budget (MINFI). Elles proviennent des séances de travail avec toutes les administrations qui présentent leur besoin en termes de fonctionnement et d'investissement sous la supervision du MINEPAT.

Pour l'essentiel, ces statistiques figurent dans les différentes lois de finance. La Loi de Finance, adoptée par le Parlement et promulguée par le Chef de l'État, comprend les prévisions de recettes par catégorie, et les crédits ouverts par chapitre budgétaire et par programme. Elle comprend aussi des annexes donnant la situation économique, sociale et financière du Cameroun sur une ou plusieurs années.

III. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les documents ayant servi à élaborer ce chapitre proviennent de la Direction Générale du Budget du MINFI, de la Direction des Affaires Economiques du MINFI, de la Direction de la Dépense des Personnels de l'Etat et des Pensions pour les résultats globaux sur la solde et de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) pour la dette.

TABLEAUX

Tableau 23. 1 Recettes budgétaires (en milliards de FCFA)

Rubrique	2014	2015 L.F initiale	2015 L.F ordonnance
A- RECETTES BUDGETAIRE INTERNES	2885,3	2963,4	2963,4
I-Recettes pétrolières	678,8	751,2	751,2
1-Redevance SNH	517,1	549,9	549,9
2- IS pétrole	161,7	201,3	201,3
II- Recettes non pétrolières	2206,5	2212,2	2242,2
1- Recettes Fiscales	2087,2	2096,5	2096,5
a- Recettes des impôts et taxes	1387,1	1403,8	1403,8
dont - IRPP	141,2	280,5	280,5
- TVA	457,9	470	470
- IS non pétrole	298,0	307,0	307,0
- Droits d'accises	106,4	114,0	114,0
- Droits d'enregistrement et timbre	76,9	79,2	79,2
- TSPP	118,5	107,0	107,0
b- Recettes douanières	701,1	692,7	692,7
dont - Droit de douane à l'importation	329,8	306,7	306,7
- TVA import+Dts d'ac/import	343,5	350	350
2- Recettes non fiscales	119,3	115,7	115,7
3-Recettes de privatisation	0,0	0,0	30,0
B- EMPRUNTS ET DONS	898,4	783,2	999,2
- Prêts projets	554,5	405,0	405,0
- Dons programmes	38,9	58,2	58,2
- Emission de titres publics	305,0	320,0	536,0
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3 783,7	3 746,6	3 992,6

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

Tableau 23. 2: Dépenses budgétaires (en milliards de FCFA)

Rubrique	2014	2015	Variation
I-Dépenses courantes	2214,4	2163,9	-2,3
Dép. personnel	851,6	910,7	6,9
Dép. Biens & Services	765,6	71	
Transferts et pensions	597,2	539,6	-6,8
II- Dépenses d'investissement	1224,3	1088,2	-9,6
Sur financements extérieurs	560,8	488,1	-11,1
Sur ressource propres	614,1	543,5	-13,0
Dont C2D	36,9	18,6	-11,5
Dépenses de restructuration	49,4	56,6	-49,6
III- Service de la dette publique	299,1	509,9	14,6
Dette extérieure	125,9	133,9	70,5
Dette intérieure	173,2	376,0	6,4
dont - amortissement du principal	83,3	109,5	117,1
- Remboursement crédits TVA	60,5	75,6	31,5
- Arriérés intérieurs	16,5	100,2	507,3
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	3737,8	3762,0	0,6

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

Tableau 23. 3: Tableaux des opérations financières de l'Etat de 2011 à 2015 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013e	LF 2014	LF 2014 r	LF 2015p
A -Recettes totales (i+ii)	2589,2	2802,4	3152,0	3312,0	3447,7	3746,6
I -Recettes internes	2259,7	2400,9	2625,4	2703,0	2755,7	2963,4
1-Recettes pétrolières	637,9	659,4	699,7	718,0	705,7	751,2
- Redevance SNH	541,2	498,8	530,0	546,0	546,0	549,9
- Impôts/stés pétrolières	96,7	160,6	169,7	172,0	159,7	201,3
2-Recettes non pétrolières	1621,8	1741,5	1925,7	1985,0	2050,0	2212,2
- Impôts et taxes	990,3	1053,2	1231,6	1240,0	1299,0	1403,8
- Recettes douanières	545,3	595,5	597,3	638,0	641,0	692,7
- Recettes non fiscales	86,2	94,0	96,8	107,0	110,0	115,7
II - Autres recettes	329,5	401,5	526,6	609,0	692,0	783,2
- Prêts projets	86,6	177,5	486,5	274,0	357,0	405,0
- Dons	66,4	55,0	40,1	55,0	55,0	58,2
- Emission de titres publics	50,0	0,0	250,0	280,0	280,0	320,0
B - Dépenses totales (i+ii+iii)	2735,3	2802,4	3338,8	3312,0	3397,0	3746,6
I - Dépenses courantes	1721,6	1749,3	1983,4	2009,2	2009,2	2159,9
1- Dépenses de personnel	681,4	706,1	790,1	835,0	835,0	900,0
2- Achats sur biens et services	545,6	567,3	635,4	641,0	641,0	715,6
3- Transferts et subventions	494,6	475,9	605,8	533,2	533,2	544,3
Pensions	137,5	136,7	152,0	155,0	155,0	183,0
II- dépenses en capital	694,9	741,0	1065,8	1000,0	1085,0	1150,0
1- Dépenses sur financement extérieur	163,0	189,1	492,7	291,0	376,0	425,0
2- Dépenses sur ressources internes	496,8	490,4	513,5	639,0	639,0	650,0
3- Dépenses de restructurations	35,1	61,5	59,7	70,0	70,0	75,0
III- Dette publique	318,8	341,4	289,5	302,8	302,8	436,7
1- Dette extérieure	88,6	101,4	107,6	104,4	104,4	109,5
2- Dette intérieure	230,2	240,0	181,9	198,4	198,4	327,2

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015, (e= estimée, p = projection, r= rectifiée)

Tableau 23. 4: Ventilation des recettes budgétaires de 2014 à 2016 (en millions de FCFA)

IMPUTATIONS	LIBELLES	2014	2015	2016
	A - RECETTES PROPRES	2 703 000	3 022 483	2 986 500
	I - RECETTES FISCALES	1 878 030	2 096 530	2 316 580
721	Impôts sur les revenus des personnes physiques	176 600	211 015	239 000
723	Impôts sur les bénéfices des sociétés non pétrolières	272 000	307 000	315 100
724	Impôts sur les revenus servis aux personnes domiciliées hors Cameroun	52 000	92 500	107 700
728	Impôts sur les mutations et les transactions	38 000	40 400	46 850
730	Taxe sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires	760 800	820 000	875 800
731	Taxes sur des produits déterminés et droits d'accises	227 500	236 000	299 200
732	Taxes sur des services déterminés	5 000	2 285	2 820
733	Impôts sur le droit d'exercer une activité professionnelle	7 900	10 150	11 820
734	Impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	30	30	30
735	Autres impôts et taxes sur les biens et services	7 500	11 920	11 180
736	Droits et taxes à l'importation	285 880	306 650	339 450
737	Droits et taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur	11 620	21 050	25 100
738	Droit d'enregistrement et de timbre	33 200	37 530	42 530
	II - AUTRES RECETTES	824 970	925 953	669 920
171	Remboursements à l'État de la dette avalisée	0	9 377	0
172	Remboursements à l'État de la dette rétrocédée	0	49 706	0
710	Produits des cessions de droits	///	0	120 000
714	Droits et frais administratifs	13 453	13 453	14 329
716	Ventes accessoires de biens	79	79	79
719	Ventes de prestations de services	16 666	16 666	17 916
741	Loyers des immeubles et revenus des domaines	3 981	3 981	3 981
745	Revenus du secteur pétrolier	733 000	774 900	442 200
761	Produits financiers à recevoir	18 376	17 376	25 000
771	Cotisations aux caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés relevant des APU	38 000	39 000	45 000
	Amendes et condamnations pécuniaires	1 415	1 415	1 415
150	B - EMPRUNTS ET DONNS	609 000	724 117	1 248 200
151	Tirages sur les emprunts multilatéraux directs à l'extérieur	101 719	132 800	405 000
161	Tirages sur les emprunts bilatéraux directs à l'extérieur	172 281	213 117	100 000
769	Emissions des bons du trésor supérieurs à deux ans	280 000	320 000	600 000
	Dons exceptionnels de la coopération internationale	55 000	58 200	143 200
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE L'ETAT (A+B)	3 312 000	3 746 600	4 234 700

SOURCE: MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

Tableau 23. 5: Dépenses budgétaires de l'Etat de 2014 à 2016 (en millions de FCFA)

Chapitres		2014			2015			2016		
		BF	BIP	Total	BF	BIP	Total	BF	BIP	Total
1	Présidence de la République	41 741	10 500	52 241	44 231	11 000	55 231	43 002	5000	48 002
2	Services rattachés à la Présidence de la République	9 219	1 300	10 519	9 967	1 650	11 617	9 319	1 700	11 019
3	Assemblée Nationale	14 071	4 000	18 071	15 821	3 200	19 021	15 323	3 200	18 523
4	Services du Premier Ministre	10 630	3 800	14 430	12 022	3 000	15 022	10 827	2 500	13 327
5	Conseil Economique et Social	1 137	700	1 837	1 137	700	1 837	1 070	500	1 570
6	Relations extérieures	26 355	2 500	28 855	27 855	2 750	30 605	28 517	1 500	30 017
7	Administration territoriale et décentralisation	30 010	10 500	40 510	34 268	11 075	45 343	33 282	8 880	42 162
8	Justice	42 187	4 072	46 259	42 920	5 072	47 992	41 750	3 060	44 810
9	Cour Suprême	3 910	500	4 410	4 028	700	4 728	3 887	500	4 387
10	Marchés Publics	19 255	3 500	22 755	19 479	4 000	23 479	20 030	2 700	22 730
11	Contrôle Supérieur de l'Etat	4 057	900	4 957	4 267	900	5 167	4 105	500	4 605
12	Délégation Générale à la Sureté Nationale	80 600	6 000	86 600	90 699	6 100	96 799	84 029	9 500	93 529
13	Défense	189 922	8 600	198 522	200 264	9 000	209 264	214 727	15 000	229 727
14	Arts et culture	2 922	1 000	3 922	3 272	800	4 072	3 459	600	4 059
15	Education de base	153 970	20 610	174 580	165 073	23 510	188 583	184 610	21 550	206 160
16	Sport et éducation physique	13 541	8 000	21 541	14 086	9 700	23 786	13 267	164 400	177 667
17	Communication	6 468	3 900	10 368	7 044	2500	9 544	6 911	1 500	8 411
18	Enseignement Supérieur	32 884	16 368	49 252	34 644	17 300	51 944	34 304	13 340	47 644
19	Recherche scientifique et innovation	6 926	5 334	12 260	7 347	6 500	13 847	8 797	4 040	12 837
20	Finances	41 585	8 250	49 835	44 424	4 000	48 424	43 350	2 900	46 250
21	Commerce	4 094	1 500	5 594	4 574	1 600	6 174	4 401	1 400	5 801
22	Economie, planification et aménagement du territoire	9 603	38 199	47 802	7 590	33 173	40 763	6 725	25 500	32 225
23	Tourisme et loisirs	2 979	6 300	9 279	3 404	6 300	9 704	3 118	16 545	19 663
25	Enseignements secondaires	211 837	20 791	232 628	226 978	24 500	251 478	224 444	21 624	246 068

		2014			2015			2016		
		BF	BIP	Total	BF	BIP	Total	BF	BIP	Total
26	Jeunesse et éducation civique	5 373	3 673	9 046	6 168	3700	9 868	6 422	2 850	9 272
28	Environnement, protection de la nature et développement durable	2 961	3 500	6 461	3 236	3 925	7 161	3 081	4 431	7 512
29	Mines, industrie et développement technologique	3 878	5 500	9 378	4 211	5 600	9 811	5 369	4 650	10 019
30	Agriculture et développement rural	41 056	57 305	98 361	43 521	65 171	108 692	45 247	64 915	110 162
31	Elevage, pêches et industries animales	13 593	16 330	29 923	15 041	16 671	31 712	15 485	23 628	39 113
32	Eau et Energie	5 579	103 217	108 796	5 692	120 296	125 988	5 566	208 600	214 166
33	Forets et faune	12 954	4 871	17 825	13 846	4 910	18 756	13 216	5 250	18 466
35	Emploi et formation professionnelle	3 672	12 805	16 477	5 072	14 113	19 185	5 890	12 834	18 724
36	Travaux publics	65 864	196 728	262 592	71 709	254 044	320 753	69 281	334 650	403 931
37	Domaines, cadastre et affaires foncières	13 723	7 106	20 829	14 236	8 350	22 586	14 270	6 300	20 570
38	Habitat et développement urbain	17 807	62 381	80 188	22 023	81 173	103 226	19 226	158 353	177 580
39	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et l'artisanat	4 788	6 989	11 777	5 013	7 347	12 360	5 736	6 133	11 869
40	Santé publique	91 370	74 500	165 870	106 696	100 370	207 066	103 715	132 452	236 167
41	Travail et sécurité sociale	3 663	700	4 363	3 882	750	4 632	4 027	400	4 427
42	Affaires sociales	4 566	1 666	6 232	4 810	1 400	6 210	4 989	930	5 919
43	Promotion de la femme et de la famille	3 841	733	4 574	4 008	1 000	5 008	5 873	1 015	6 887
45	Postes et télécommunications	11 859	27 400	39 259	12 573	31 100	43 673	12 426	31 730	44 156
46	Transports	5 351	2 500	7 851	5 863	2 300	8 163	5 972	2 800	8 772
50	Fonction publique et	11 160	1 445	12 605	12 206	1 250	13 456	12 156	940	13 096

		2014			2015			2016		
		BF	BIP	Total	BF	BIP	Total	BF	BIP	Total
	réforme administrative									
51	Elections Cameroon	9 636	1 500	11 136	9 636	1 000	10 636	8 776	800	9 576
52	Commission nationale des droits de l'homme et des libertés	720	500	1 220	720	500	1 220	756	500	1 256
53	Senat	12 200	3 000	15 200	12 200	3 000	15 200	11 775	3 200	14 975
95	Report	2 000	5 000	7 000	2 500	5 000	7 500	1 000	1 500	2 500
	<i>Chapitres organismes</i>	1 307 517	786 473	2 093 990	1 410 286	922 000	2 332 286	1 423 508	1 336 800	2 760 308
55	Pensions	155 000	///	155 000	183 000	///	///	194 000	///	///
60	Subventions et contributions	348 200	///	348 200	331 300	///	///	135 000	///	///
65	Dépenses communes	198 483	///	198 483	235 314	///	///	228 592	///	///
	<i>Chapitres communs fonctionnement</i>	701 683	///	701 683	749 614	///	///	557 592	///	///
	Total dépenses courantes (a)	2 009 200	///	2 009 200	2 159 900	///	///	1 981 100	///	///
56	Dettes publiques extérieures	104 400	///	104 400	109 500	///	///	335 000	///	///
	- principal	80 900	///	80 900	79 000	///	///	122 700	///	///
	- intérêts	23 500	///	23 500	30 500	///	///	212 300	///	///
57	Dettes publiques intérieures	198 400	///	198 400	327 200	///	///	392 800	///	///
	- principal	183 100	///	183 100	312 700	///	///	362 600	///	///
	- intérêts	15 300	///	15 300	14 500	///	///	30 200	///	///
	Total service de la dette (b)	302 800	///	302 800	436 700	///	///	727 800	///	///
92	Participations	45 000	///	45 000	45 000	///	///	25 000	///	///
93	Réhabilitation / restructuration	25 000	///	25 000	30 000	///	///	30 000	///	///
94	Interventions en investissement	143 527		143 527	153 000	///	///	134 000	///	///
	Dépenses en capital organismes	786 473	///	786 473	922 000			1 336 800		

		2014			2015			2016		
		BF	BIP	Total	BF	BIP	Total	BF	BIP	Total
	Dont financement extérieur	291 000	///	291 000	425 000	///	///	525 000	///	///
Total opérations de développement (c)		1 000 000	///	1 000 000	1 150 000	///	///	1 525 800	///	///
Total général des dépenses de l'Etat (a+b+c)		3 312 000	///	3 312 000	3 746 600	///	///	4 234 700	///	///

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

Tableau 23. 6: Autorisations d'engagement et des crédits de paiement par chapitres de 2014 à 2016 (en millions de FCFA)

Code	Chapitres	2014		2015		2016*	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01-	Présidence de la République	52 241	52 241	55 231	55 231	48 001 900	48 001 900
02-	Services rattachés à la Présidence de la République	12 519	10 519	11 617	11 617	11 019 000	11 019 000
03-	Assemblée Nationale	18 071	18 071	19 021	19 021	18 523 100	18 523 100
04-	Services du premier ministre	14 480	14 430	17 042	15 022	17 184 625	13 327 000
05-	Conseil Economique et Social (CES)	1 837	1 837	1 837	1 837	1 570 000	1 570 000
06-	Relations Extérieures	29 855	28 855	31 078	30 605	30 017 000	30 017 000
07-	MINATD	42 057	40 510	46 432	45 343	43 345 000	42 162 000
08-	MINJUSTICE	55 853	46 259	51 642	47 992	46 898 000	44 810 000
09-	Cour Suprême	4 410	4 410	4 728	4 728	4 387 000	4 387 000
10-	MINMAP	23 685	22 755	23 479	23 479	22 730 000	22 730 000
11-	Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)	5 122	4 957	5 167	5 167	4 605 000	4 605 000
12-	DGSN	87 175	86 600	97 267	96 799	93 939 000	93 529 000
14-	MINDEF	201 174	198 522	211 786	209 264	233 081 082	229 727 000
15-	MINAC	3 922	3 922	4 072	4 072	4 059 000	4 059 000
16-	MINEDUB	174 580	174 580	188 583	188 583	206 160 000	206 160 000
17-	MINSEP	21 581	21 541	23 826	23 786	323 991 956	177 667 000
18-	MINCOM	10 368	10 368	9 544	9 544	8 411 000	8 411 000
19-	MINESUP	58 157	49 251	55 773	51 944	47 647 000	47 644 000
20-	MINRESI	12 350	12 260	13 992	13 847	12 985 000	12 837 000
21-	MINFI	49 835	49 835	52 179	48 424	62 750 000	46 250 000
22-	MINCOMMERCE	5 639	5 594	6 427	6 174	5 936 350	5 801 000
23-	MINEPAT	51 357	47 802	53 393	40 763	32 875 000	32 225 000
24-	MINTOUL	12 055	9 279	10 868	9 704	19 688 000	19 663 000
25-	MINESEC	234 929	232 628	252 273	251 478	246 069 800	246 069 800

Code	Chapitres	2014		2015		2016*	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
26-	MINJEC	9 360	9 046	10 358	9 868	9 798 000	9 272 000
27-	MINEPDED	6 621	6 461	7 211	7 161	7 512 500	7 512 500
28-	MINIMIDT	9 828	9 378	9 811	9 811	10 019 000	10 019 000
29-	MINADER	98 556	98 361	108 692	108 692	110 161 712	110 161 712
30-	MINEPIA	30 568	29 923	32 042	31 712	39 552 554	39 112 554
31-	MINEE	125 621	108 796	127 945	125 988	451 055 928	214 166 000
32-	MINFOF	20 524	17 824	23 583	18 756	25 558 305	18 466 000
33-	MINEFOP	16 617	16 477	19 185	19 185	18 724 097	18 724 097
34-	MINTP	308 094	262 592	344 983	325 753	484 447 858	403 931 000
35-	MINDCAF	25 879	20 829	23 021	22 586	20 570 000	20 570 000
36-	MINHDU	109 059	80 188	121 429	103 226	315 122 497	177 579 522
37-	MINPMEESA	11 777	11 777	12 762	12 360	11 869 065	11 869 065
38-	MINSANTE	167 775	165 870	208 469	207 066	236 167 500	236 167 000
39-	MINTSS	4 853	4 363	5 122	4 632	4 427 000	4 427 000
40-	MINAS	6 232	6 232	6 210	6 210	5 919 000	5 919 000
41-	MINPROFF	4 865	4 573	5 008	5 008	6 887 550	6 887 550
42-	MINPOSTEL	39 497	39 259	43 673	43 673	44 156 000	44 156 000
43-	MINT	7 851	7 851	9 583	8 163	9 132 000	8 772 000
44-	MINFOPRA	12 975	12 605	13 892	13 456	13 256 000	13 096 000
45-	Election's Cameroon	11 136	11 136	10 636	10 636	9 576 000	9 576 000
46-	Comite National des Droits de l'Homme et des Libertés	1 220	1 220	1 220	1 220	1 256 000	1 256 000
47-	SENAT	15 200	15 200	15 200	15 200	14 975 000	14 975 000
48-	Pensions	155 000	155 000	183 000	183 000	194 000 000	194 000 000
49-	Dette publique extérieure	104 400	104 400	109 500	109 500	335 000 000	335 000 000
50-	Dette publique intérieure	198400	198400	327 200	327 200	392 800 000	392 800 000

Code	Chapitres	2014		2015		2016*	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
51-	Subventions et contributions	348 200	348 200	331 300	331 300	135 000 000	135 000 000
52-	Dépenses communes	198 483	198 483	235 314	235 314	228 592 000	228 592 000
53-	Participations	45 000	45 000	45 000	45 000	25 000 000	25 000 000
54-	Réhabilitation/restructuration	25 000	25 000	30 000	30 000	30 000 000	30 000 000
55-	Interventions en investissement	143 527	143 527	153 000	153 000	134 000 000	134 000 000
56-	Reports	7 000	7 000	7 500	7 500	2 500 000	2 500 000
	Total	3 452 372	3 312 000	3 829 106	3 746 600	4 872 909 579	4 234 700 000

Source : MINFI/DGB, 2016* : les données sont en milliers de FCFA

Tableau 23. 7: Structure des dépenses de l'Etat de 2013 à 2016 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2014r	2015 (1)	2016(2)	Variation (2) et (1)	
						%	Absolue
Dépenses de personnel	802,5	835,0	835,0	900,0	955,2	6,1	55,2
Achats de biens et services	665,0	641,0	641,0	715,6	667,0	-6,8	48,6
Transferts et subventions	497,5	533,2	533,2	544,3	359,0	- 34,0	185,3
Dépenses en capital	957,0	1000,0	1085,0	1 150,0	1 525,8	32,7	375,8
Dette Publique	314,0	302,8	302,8	436,7	727,7	66,6	291,0
TOTAL	3 236	3312,0	3397,0	3 312	3 746,6	13,1	434,6

Source : MINFI/DGB

Tableau 23. 8: Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2010 à 2012(en FCFA)

Budget consolidé		Recettes	Dépenses	Solde
2010	Prévisions (en millions)	2 520 600	2 520 600	
	Réalisations	2 340 351 834 587	2 332 470 662 771	7 881 171 816
	Taux de réal. (%)	92,85	92,54	
2011	Prévisions (en millions)	2 571 000	2 571 000	
	Réalisations	2 531 754 050 964	2 454 250 747 633	299 450 533 199
	Taux de réal. (%)	98,47	95,46	
2012	Prévisions (en millions)	2 800 000	2 800 000	
	Réalisations	2 751 116 362 685	2 724 823 831 702	26 292 530 983
	Taux de réal. (%)	98,25	97,32	

Source : MINFI/DGTCFM, DAE

Tableau 23. 9: Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2010 à 2012

Libellés	2010			2011			2012		
	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)
Souveraineté	149 806 226 274	138 646 145 853	92,6	132 559 294 886	128 373 647 107	96,8	148 154 190 000	140 889 632 329	95,1
Défense et Sécurité	223 206 239 001	210 991 392 877	94,5	232 910 330 173	226 645 944 960	97,3	260 817 428 000	254 067 799 572	97,4
Administration générale et financière	446 605 864 344	413 873 731 446	92,7	436 958 074 585	431 743 199 583	98,8	529 679 997 000	518 034 796 263	97,8
Education, Formation et Recherche	418 561 870 503	395 928 454 382	94,6	378 926 631 993	373 768 694 870	98,6	469 807 889 000	459 629 756 815	97,8
Communication, Sports et Loisirs	31 741 618 276	30 496 471 529	96,1	28 592 723 522	24 580 254 436	86,0	36 330 343 000	32 321 133 794	89,0
Santé	166 557 802 587	158 974 683 585	95,4	185 128 522 000	166 302 908 309	89,8	162 036 015 000	155 621 782 667	96,0
Affaires Sociales	15 145 510 752	13 392 014 555	88,4	11 972 800 000	11 640 601 936	97,2	13 027 500 000	11 217 857 884	86,1
Infrastructures	324 959 121 003	301 525 670 238	92,8	374 762 515 548	334 304 788 831	89,2	414 555 205 000	405 038 591 880	97,7
Production et Commerce	246 463 080 083	238 690 448 020	96,8	282 339 157 687	255 215 738 825	90,4	340 567 299 000	324 274 216 548	95,2
Dépenses non réparties par fonctions	497 552 667 177	429 951 650 286	86,4	406 849 949 606	401 674 968 775	98,7	425 024 134 000	423 728 263 950	99,7
Totaux	2 520 600 000 000	2 332 470 662 771	92,5	2 571 000 000 000	2 454 250 747 633	95,5	2 800 000 000 000	2 724 823 831 702	97,3

Source : MINFI/DGB

Tableau 23. 10: Ventilation des recettes (en millions de FCFA)

Imputation	Libellés	2015	2016
	A - RECETTES PROPRES	3 022 483	2 986 500
	I - RECETTES FISCALES	2 096 530	2 316 580
721	impôts sur les revenus des personnes physiques	211 015	239 000
723	impôts sur les bénéfices des sociétés non pétrolières	307 000	315 100
724	Impôts sur les revenus servis aux personnes domiciliées hors Cameroun	92 500	107 700
728	Impôts sur les mutations et les transactions	40 400	46 850
730	Taxe sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires	820 000	875 800
731	Taxes sur des produits déterminés et droits d'accises	236 000	299 200

Imputation	Libellés	2015	2016
732	Taxes sur des services déterminés	2 285	2 820
733	Impôts sur le droit d'exercer une activité professionnelle	10 150	11 820
734	Impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	30	30
735	Autres impôts et taxes sur les biens et services	11 920	11 180
736	Droits et taxes à l'importation	306 650	339 450
737	Droits et taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur	21 050	25 100
738	Droit D'enregistrement Et De Timbre	37 530	42 530
	II - AUTRES RECETTES	925 953	669 920
171	Remboursements à l'Etat de la dette avalisée	9 377	0
172	Remboursements à l'Etat de la dette rétrocédée	49 706	0
201	Produits des cessions de droits		120 000
710	Droits et frais administratifs	13 453	14 329
714	Ventes accessoires de biens	79	79
716	Ventes de prestations de services	16 666	17 916
719	Loyers des immeubles et revenus des domaines	3 981	3 981
741	Revenus du secteur pétrolier	774 900	442 200
745	Produits financiers a recevoir	17 376	25 000
761	Cotisations aux caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés relevant des APU	39 000	45 000
771	Amendes et condamnations pecuniaires	1 415	1 415
	B - Emprunts et dons	724 117	1 248 200
150	Tirages sur les emprunts multilatéraux directs a l'extérieur	132 800	405 000
151	Tirages sur les emprunts bilatéraux directs a l'extérieur	213 117	100 000
161	Emissions des bons du Trésor supérieurs à deux ans	320 000	600 000
769	Dons exceptionnels de la coopération internationale	58 200	143 200
	Total général des recettes de l'Etat (a+b)	3 746 600	4 234 700

SOURCE :

MINFI/DGB

Tableau 23. 11: Indicateurs clés

	Historiques			Estimations		Projections		
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PIB à prix courant (milliards de FCFA)	12546	13515	14607	15846	16901	18001	19416	21066
PIB pétrolier	941	1075	1060	1086	920	702	609	668
PIB non pétrolier	11605	12440	13547	14761	15980	17299	18806	20398
PIB à prix constant	9536	9973	10528	11152	11805	12437	13029	13713
PIB pétrolier	342	354	384	437	560	548	428	383
PIB non pétrolier	9194	9620	10144	10715	11245	11889	12601	13331
Croissance annuelle (en %)								
PIB à prix constant	4,1	4,6	5,6	5,9	5,9	5,3	4,8	5,3
PIB pétrolier	-7,3	3,5	8,5	13,9	28,3	-2,2	-21,9	-10,6
PIB non pétrolier	4,6	4,6	5,5	5,6	4,9	5,7	6,0	5,8
Déflateur du PIB	3,1	3,1	2,5	2,6	0,8	1,2	3,1	3,2
Déflateur du PIB pétrolier	34,0	10,3	-9,0	-10,1	-33,9	-22,1	11,2	22,7
Déflateur du PIB non pétrolier	1,4	2,5	3,3	3,2	3,2	2,4	2,6	2,5
Prix à la consommation	2,9	2,4	2,1	1,9	3,0	3,0	3,0	3,0
Prix des exportations	24,3	1,6	-7,1	-7,5	-9,2	-5,1	1,0	1,0
<i>dont prix du pétrole camerounais</i>	27,0	9,1	-4,1	-7,5	-27,0	-2,8	8,9	8,9
Prix des importations	2,2	10,3	-1,4	0,8	15,2	1,7	3,0	3,0
Termes de l'échange	22,1	-8,6	-5,6	-8,2	-24,4	-6,8	-2,0	-2,0
Consommation	5,3	5,4	5,6	5,9	6,7	3,2	3,4	5,0
<i>Privée</i>	5,3	5,4	5,5	5,7	7,3	3,0	3,4	5,5
<i>Publique</i>	4,5	1,6	6,5	7,2	2,6	4,7	3,6	1,1
FBCF	12,1	1,4	5,2	12,9	5,1	8,6	9,9	6,8
<i>Privée</i>	6,5	4,4	6	13,6	5,3	8,1	8,5	7,5
<i>Publique</i>	74,6	-3,5	2,5	7,5	3,5	12,8	20,9	2,5
Exportations B&S	7,8	2,2	26,0	10,0	5,8	4,0	3,0	3,9
Importations B&S	15,7	13,2	1,2	18,3	6,7	1,0	3,8	4,8
En pourcentage du PIB								

	Historiques			Estimations		Projections		
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Répartition sectorielle								
Secteur Primaire	21,7	21,4	21,1	20,4	20,7	20,7	20,4	20,1
Secteur Secondaire	27,3	27,9	27,6	27,6	26,5	25,5	25,7	26,2
<i>dont pétrole</i>	7,5	8,0	7,3	6,9	5,4	3,9	3,1	3,2
Secteur Tertiaire	43,2	43,0	43,7	43,9	45,3	46,2	46,3	46,1
Les composantes de la demande								
Consommation	87,5	88,4	88,7	88,7	87,5	87,9	87,7	89,3
Privée	75,9	77,0	77,2	76,9	76,2	76,0	76,0	78,2
Publique	11,6	11,5	11,6	11,8	11,3	11,8	11,7	11,1
FBCF	20,6	19,2	19,4	20,5	20,5	20,7	22,3	21,9
Privée	18,2	16,9	17,1	18,2	18,6	18,6	19,3	19,0
Publique	2,4	2,3	2,3	2,3	1,9	2,2	3,0	2,9
Exportations B&S	18,4	18,8	20,7	21,7	22,7	21,7	19,9	17,9
Importations B&S	26,5	26,6	28,9	31,2	30,7	30,2	29,9	29,1
Gouvernement								
Recettes hors Dons	16,9	16,8	17,2	17,2	16,2	15,1	14,7	15,0
<i>pétrolières</i>	5,1	4,9	4,8	4,3	3,0	2,7	2,1	2,0
<i>non pétrolières</i>	11,8	11,9	12,4	13,0	13,2	12,4	12,6	13,0
Dépenses	19,7	18,8	21,9	20,5	19,5	21,5	19,2	21,1
<i>courantes</i>	14,1	13,3	14,6	13,8	12,3	12,8	10,6	10,8
<i>en capital</i>	5,5	5,5	7,3	6,6	7,2	8,7	8,6	10,3
Solde budgétaire global	-2,2	-1,6	-4,3	-2,9	-2,7	-5,8	-3,9	-5,5
Balance commerciale	-2,2	-1,0	-0,7	-1,4	-1,9	-2,7	-4,6	-7,0
Solde compte courant	-2,8	-3,6	-3,8	-4,4	-2,6	-3,7	-4,0	-6,0

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

Tableau 23. 12: Projections budgétaires (en milliards) pour les exercices 2015 et 2016 (en milliards)

RUBRIQUES	2015 L.F. (a)	2015 Estimations (b)	Ecart Esti/L.F 2015 (c)=(b)- (a)	Ecart en % Esti/L.F 2015 (d)=(c)/(a)	2016 Prévisions (e)	Ecart 2016/20 15 (f)=(e)- (a)	Variation en % 2016/20 15 (g)=(f)/(a)
A- RECETTES TOTALES (I+II+III)	3746,6	3832,8	86,2	2,3	4234,7	488,1	13,0
I- RECETTES INTERNES (1+2+3)	2963,4	2810,0	-153,4	-5,2	2986,5	23,1	0,8
1- Recettes pétrolières	751,2	502,1	-249,1	-33,2	397,2	-354,0	-47,1
- Redevance SNH	549,9	331,1	-218,8	-39,8	247,2	-302,7	-55,0
- Impôts s/sociétés pétrolières	201,3	171,0	-30,3	-15,1	150,0	-51,3	-25,5
2- Recettes non pétrolières	2212,2	2277,9	65,7	3,0	2469,3	257,1	11,6
- Impôts et taxes	1403,8	1453,8	50,0	3,6	1565,0	161,2	11,5
- Recettes douanières	692,7	683,7	-9,0	-1,3	752,1	59,4	8,6
- Recettes non fiscales	115,7	140,4	24,7	21,3	152,2	36,5	31,5
3- Recettes de privatisations	0,0	30,0	30,0		120,0	120,0	0,0
II- EMPRUNTS & DONNS	783,2	1022,8	-40,4	-30,6	948,2	165,0	21,1
- Prêts projets	405,0	405,0	0,0	0,0	505,0	100,0	24,7
- Dons	58,2	17,8	-40,4	-69,4	58,2	0,0	0,0
dont : dons du C2D	40,4	0,0	-40,4	-100,0	40,4	0,0	0,0
- Emission titres publics	320,0	600,0	280,0	87,5	300,0	-20,0	-6,3
- Autres emprunts (appui budgétaire)	0,0	0,0	0,0		85,0	85,0	
III- FINANCEMENT BANCAIRE	0,0	0,0	0,0		300,0	300,0	
-Réserves sur Eurobond	0,0	0,0	0,0		50,0	50,0	
-Emprunt bancaire	0,0	0,0	0,0		250,0	250,0	
B- DEPENSES TOTALES (I+II+III)	3746,6	3778,1	31,5	0,8	4234,7	488,1	13,0
I- DEPENSES COURANTES (1+2+3)	2159,9	2015,6	-144,3	-6,7	1981,2	-178,7	-8,3
1- Dépenses de personnel	900,0	917,0	17,0	1,9	955,2	55,2	6,1
- Salaires	840,0	857,0	17,0	2,0	890,2	50,2	6,0
- Autres dépens. personnel	60,0	60,0	0,0	0,0	65,0	5,0	8,3
2- Achats de biens et services	715,6	685,6	-30,0	-4,2	667,0	-48,6	-6,8
- dépenses ordinaires	703,0	673,0	-30,0	-4,3	654,4	-48,6	-6,9
- dépenses du C2D	12,6	12,6	0,0	0,0	12,6	0,0	0,0

RUBRIQUES	2015 L.F. (a)	2015 Estimati ons (b)	Ecart Esti/L.F 2015 (c)=(b)- (a)	Ecart en % Esti/L.F 2015 (d)=(c)/(a)	2016 Prévisi ons (e)	Ecart 2016/20 15 (f)=(e)- (a)	Variation en % 2016/20 15 (g)=(f)/(a)
3- Transferts et subventions	544,3	413,0	-131,3	-24,1	359,0	-185,3	-34,0
- Pensions	183,0	183,0	0,0	0,0	194,0	11,0	6,0
- Subventions	201,3	60,0	-141,3	-70,2	0,0	-201,3	-100,0
SONARA							
- Autr. transferts & subventions	160,0	170,0	10,0	6,3	165,0	5,0	3,1
II- DEPENSES EN CAPITAL	1150,0	1185,8	35,8	3,1	1525,8	375,8	32,7
* Dépenses sur FINEX	425,0	425,0	0,0	0,0	525,0	100,0	23,5
* Dépenses sur ressources intérieures	650,0	695,8	45,8	7,0	945,8	295,8	45,5
- dépenses ordinaires	622,2	572,0	-50,2	-8,1	523,0	-99,2	-15,9
- dépenses du C2D	27,8	27,8	0,0	0,0	27,8	0,0	0,0
- dépenses Plan d'urgence	0,0	66,0	66,0		275,0	275,0	
- dépenses CAN	0,0	30,0	30,0		120,0	120,0	
* Dépenses de restructuration	75,0	65,0	-10,0	-13,3	55,0	-20,0	-26,7
III- DETTE PUBLIQUE	436,7	576,7	140,0	32,1	727,7	291,0	66,6
* Dette extérieure	109,5	109,5	0,0	0,0	335,0	225,5	205,9
- Intérêts	30,5	30,5	0,0	0,0	212,3	181,8	596,1
dont : Eurobonds	0,0	0,0	0,0		45,0	45,0	
: Primes d'assurance	0,0	0,0	0,0		50,0	50,0	
: Emprunts liés aux CAN	0,0	0,0	0,0		46,3	46,3	
- Principal	79,0	79,0	0,0	0,0	122,7	43,7	55,3
* Dette intérieure	327,2	467,2	140,0	42,8	392,7	65,5	20,0
- Intérêts	14,5	14,5	0,0	0,0	30,2	15,7	107,9
- Principal	96,6	96,6	0,0	0,0	202,5	105,9	109,6
dont : Rembrst emprunts obligat.	70,0	70,0	0,0	0,0	57,5	-12,5	-17,9
: Rembrst BTA & OTA	0,0	0,0	0,0	0,0	95,0	95,0	
- Arriérés intérieurs	116,1	106,1	-10,0	-8,6	10,0	-106,1	-91,4
- Remboursmts crédits TVA	100,0	100,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
- Remboursmts dette SONARA	0,0	150,0	150,0		50,0	50,0	
C- BESOIN DE FINANCEMENT (B-A)	0,0	-54,7	-54,7		0,0	0,0	0,0

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015